

**Consultation publique de la Commission de  
Régulation de l'énergie sur les tarifs et conditions d'accès aux réseaux de  
transport de gaz naturel**

**Conditions d'accès pour les centrales de production d'électricité à partir de  
gaz naturel**

Contexte

L'UFE tient à rappeler que le développement de centrales de production d'électricité fonctionnant à partir du gaz naturel répond à un réel besoin du système électrique français, pour lequel des investissements d'outils fonctionnant en semi-base ou en pointe sont nécessaires.

En effet, le recours aux CCG répond à la fois aux préconisations de la PPI Electrique 2009 (*« suivant le principe de la liberté d'établissement, la PPI préconise d'autoriser, au titre de la loi électrique, les projets [CCG] des investisseurs ce qui contribuera à la sécurité d'approvisionnement électrique »*) et aux attentes de RTE dans la dernière actualisation 2010 du Bilan Prévisionnel (*« C'est dans les prochains mois que les décisions d'investissement doivent être prises pour garantir aux échéances envisagées le maintien de l'équilibre offre-demande en France »*).

D'autre part, ce développement de centrales fonctionnant à partir de gaz naturel constitue l'axe de développement le plus prometteur pour l'usage du gaz naturel en France : il est donc essentiel de réaffirmer que les CCG sont des utilisateurs du système gazier comme les autres (avec des profils de fonctionnement prévisionnels identifiables), et qu'à ce titre ils doivent donc bénéficier des mêmes conditions d'accès au réseau de transport de gaz et aux infrastructures gazières (stockage, terminaux) que les autres consommateurs de gaz.

L'UFE rappelle enfin que le pas de temps d'équilibrage du système gazier français est aujourd'hui journalier. Il est donc de la responsabilité du GRT d'équilibrer le réseau en dessous de ce pas de temps, grâce notamment à des accords opérationnels avec des infrastructures adjacentes.

Compte tenu de ces éléments, l'UFE n'est pas favorable à la mise en place d'une offre de flexibilité qui s'appliquerait spécifiquement aux centrales de production d'électricité, et dont l'impact financier important, dans un contexte de conjoncture économique difficile, risque de remettre en cause des décisions d'investissement, et de pénaliser fortement des investissements déjà décidés, sans possibilité de répercussion des surcoûts.

L'UFE est par ailleurs attentive à ce que les travaux sur les conditions d'accès des centrales de production d'électricité soient menés dans l'objectif de rechercher un fonctionnement optimal entre les systèmes gazier et électrique.

### Sur l'offre de service de flexibilité intra-journalière proposée par GRTgaz

#### **1. Le coût du service annoncé par GRT gaz est excessif et insuffisamment justifié**

L'UFE considère, à partir des éléments fournis dans le cadre de la Concertation Gaz, que les coûts de fourniture de flexibilité intra-journalière déterminés par GRTgaz, et les offres fournies par les opérateurs d'infrastructures (stockages, terminaux méthaniers) apparaissent surévalués par rapport aux coûts réellement supportés par les opérateurs.

A travers son offre, Storengy semble imputer des coûts induits par une sur-sollicitation constante du système. Or, il s'avère que le besoin de flexibilité intra-journalière conduit alternativement à une sur- et une sous-sollicitation physique des stockages (comme cela est rappelé par la CRE dans la note de consultation au paragraphe 4.4.2.b), ce qui tend à minimiser les coûts pour l'opérateur. Cette surestimation de l'offre Storengy est d'ailleurs relevée par la CRE dans sa note de consultation, qui propose notamment de différencier l'offre Storengy suivant la saison et le sens de sollicitation du stockage (sans que cela ne soit repris dans la proposition tarifaire de la CRE) et de réduire significativement le terme tarifaire relatif à l'amplitude de modulation.

Nous relevons également que l'offre d'Elengy est inacceptable et que seuls les coûts opérationnels spécifiques à la fourniture de flexibilité intra-journalière devraient être pris en compte (montant non précisé).

Le coût du service a été initialement évalué par GRTgaz à 2M€/an par installation de production d'électricité de 400MW à l'horizon 2013. La CRE, dans sa note de consultation propose de diviser ce coût par 2 et de le ramener à 1M€/an. Cette réduction témoigne de la fragilité de l'estimation des coûts par GRT gaz, et de la nécessité d'une plus grande transparence dans le chiffrage des solutions proposées. L'UFE note toutefois que ces estimations représentent entre 40% et 80% d'augmentation du coût d'acheminement pour une installation de 400 MW.

Pour les membres de l'UFE, il est indispensable de prendre en compte toutes les sources de flexibilité, au-delà de celles du stockage en France, (contre-modulation des clients, opérateurs d'infrastructures étrangers, nouvelles infrastructures GNL, producteurs de gaz, etc.) afin de révéler un coût compétitif de la fourniture de flexibilité.

## **2. L'offre de service de GRT Gaz crée un traitement discriminatoire envers les producteurs d'électricité**

Ce service repose en effet sur une logique tendant à faire supporter un coût marginal aux « utilisateurs » marginaux de flexibilité intra-journalière.

L'étude des GRT montre que les clients historiques consomment dès à présent autant de flexibilité intra-journalière (13.3 TWh de volume modulé annuel) que les 13 CCCG qui seront en service à l'horizon 2013 : GRTgaz, dès lors, propose un traitement inéquitable et injustifié entre les utilisateurs du réseau, puisqu'il fait bénéficier les seuls clients historiques d'un service de flexibilité bon marché (estimés à 0.43 €/ MWh modulé), pris sur le stock en conduite, alors que les opérateurs de CCG devraient s'acquitter d'une flexibilité à prix élevé (estimé par GRTgaz à 1.67 €/MWh modulé, soit près de 400% du prix historique), prise essentiellement sur les stockages.

Par ailleurs, le critère proposé par GRTgaz (0.8 GWh de volume modulé) pour l'application du service de flexibilité intra-journalière, crée une discontinuité de tarification peu compréhensible, et singularise les seules centrales de production d'électricité. Cela est justifié par des arguments de concentration et d'imprévisibilité du besoin de ces centrales. Or, concernant l'imprévisibilité, il faut au contraire noter qu'à ce jour les centrales de production d'électricité fournissent d'ores et déjà à GRTgaz leur programme de fonctionnement horaire la veille pour le lendemain, devenant ainsi aussi prévisible (sinon plus) qu'une distribution publique. Concernant la concentration, cette contrainte est levée dès lors que GRTgaz peut mutualiser en J-1 les ressources de flexibilité intra-journalière à l'échelle nationale.

## **3. La structure quasi forfaitaire est infondée et rend l'offre non incitative**

L'UFE relève que le paiement d'un montant quasi forfaitaire, indépendamment du nombre d'heures de fonctionnement du site et de la modulation effectivement appelée, ne s'inscrit pas dans la logique incitative souhaitée par la CRE alors que les clients fortement modulés peuvent avoir des puissances et des besoins de modulation différents. Ceci est principalement dû au montant élevé des charges fixes qui ont été retenues, et à la structure de l'offre Storengy alors même que celle-ci est interruptible.

### Sur le traitement du problème de la modulation intra journalière à court terme

Afin de répondre à court terme aux besoins de flexibilité du système gazier pour la période estimée « contrainte » entre 2012 et 2014 par le GRT, l'UFE propose à la CRE d'étudier :

- a. **Dans un premier temps et en priorité** la possibilité de mutualiser les coûts de la flexibilité dans les tarifs d'accès aux réseaux de transport de gaz. En effet, cette solution est la plus cohérente à mettre en œuvre dans le cadre d'un équilibrage journalier puisqu'elle n'est que le prolongement du principe

appliqué pour les coûts actuels. Il s'agit par ailleurs d'une solution dont l'impact pour chaque utilisateur reste faible du fait du foisonnement du coût (1% du revenu autorisé de GRTgaz si les hypothèses de la CRE sont retenues).

Dans ce cas, et afin d'assurer l'optimum économique, l'UFE préconise que GRTgaz mène au plus vite une concertation en vue de mettre en place un mécanisme de marché transparent permettant à tout acteur d'offrir des produits flexibles.

- b. **En l'absence d'accord sur cette solution**, l'UFE préconise la mise en place de solutions incitatives, permettant aux clients modulés, à travers des signaux économiques pertinents, de limiter leur besoin de modulation, assurant de ce fait une économie pour le GRT dans une logique vertueuse.

En ce sens, il peut être proposé l'application d'un coût moyen de flexibilité à l'ensemble des clients au pro-rata de leur besoin, selon leur profil (sites en aval des PITD) ou de leur consommation horaire constatée (sites industriels raccordés au réseau de transport).

Cette solution consisterait à :

- supprimer le terme fixe
- n'imputer sous forme de terme variable que les coûts de flexibilité intra-journalière externes au GRT, qui sont les seuls identifiables<sup>1</sup>. Ce terme variable doit être facturé à l'usage et uniquement pour la partie de modulation supérieure à la modulation standard du réseau (4h d'après TIGF).
- prendre en compte les économies en énergie de compression<sup>2</sup>
- conserver une offre interruptible, au moins dans un premier temps, conformément aux offres faites par les opérateurs adjacents ce qui ne nécessiterait donc pas une réservation de souscription. Sur ce point, l'UFE estime que les conditions d'interruptibilité doivent être clairement encadrées et non discriminatoires.
- une meilleure coordination du GRTgaz avec RTE afin de ne pas compromettre la participation des outils de production aux différents marchés du système électrique (mécanisme d'ajustement, réserves rapides, voire futur marché de capacités proposé dans le projet de loi NOME)

---

<sup>1</sup> comme l'indique TIGF dans son service de modulation, il est en effet impossible de séparer de manière transparente et non discriminatoire les charges internes à GRTgaz pour la flexibilité intra-journalière « historique » d'une part et « additionnelle » d'autre part

<sup>2</sup> En effet, si la CRE, dans le cadre du nouveau tarif d'acheminement souhaite envoyer un signal tarifaire incitant les sites raccordés au réseau de transport à réduire leur modulation intra-journalière, il conviendra de remettre alors en cause le principe d'un tarif 100% à la capacité de manière à ce que chaque site soit incité à optimiser les coûts d'énergie de compression de GRTgaz, qui représentent 10% de son revenu autorisé.

- donner à GRTgaz l'accès à de nouvelles ressources de flexibilité (contre-modulation des clients, opérateurs d'infrastructures étrangers, nouvelles infrastructures GNL), par exemple grâce à des mécanismes de marché transparents.
- assurer un suivi et un contrôle des coûts réellement supportés, et l'utiliser pour les orientations tarifaires ultérieures.

Sur le traitement du problème de la modulation intra journalière à plus long terme

A plus long terme et dans le cas où la pénurie de flexibilité se maintiendrait après 2014, l'UFE considère qu'il serait nécessaire d'analyser dans le cadre de la Concertation Gaz les solutions permettant une optimisation globale des coûts de la flexibilité intra-journalière grâce à des mécanismes de marché.